

Pour la FSU, ce 1^{er} mai 2019 est le moment de dire toute notre solidarité avec tous les salarié-e-s dans le monde entier qui luttent pour de meilleures conditions de vie et de travail et pour défendre leurs droits et leurs libertés.

Nous n'oublions pas ce que nous a enseigné le 1^{er} mai 1886 à Chicago, le 1^{er} mai 1891 à Fourmies,

Nous n'oublions pas que les droits de salariés n'ont jamais été acquis sans combats sans lutte sociales, sans l'union des plus modestes contre les puissances de l'argent,

Nous n'oublions pas que quand le mouvement syndical est faible, désuni, divisé, les conséquences pour les travailleurs et les travailleuses sont toujours la dégradation des droits et des conditions de travail.

Pour nous ce 1^{er} mai 2019 s'inscrit dans un plan d'action contre les réformes du gouvernement qui tendent sous le prétexte de réduction de dépenses à faire reculer les services publics partout, à mettre en cause la qualité de l'enseignement offerte aux jeunes de ce pays, à dégrader les conditions de rémunérations et de travail des agents.

Nous étions dans l'action par la grève et la manifestation le 12 novembre, le 19 décembre, le 17 janvier, le 24 janvier, le 19 mars, le 30 mars, le 6 avril... et face à cela le rouleau compresseur Macron – Blanquer – Dussopt avance en méprisant totalement les personnels de l'éducation nationale, les lycéens, les étudiants, les parents et les fonctionnaires

- ⇒ **Le tri social est aggravé avec la réforme du Lycée et du Lycée professionnel** Pour sauver l'avenir des élèves les plus fragiles, il faut rejeter ces réformes.
- ⇒ **Suppressions massives de postes, augmentation des heures supplémentaires,**
- ⇒ Possibilité de regrouper les écoles et les collèges **dans des établissements « low cost »** aux exigences moindres
- ⇒ Dans le même temps création avec de l'argent public **d'établissement réservés à l'élite** avec possibilité de déroger aux règles et de recevoir des financements privés.
- ⇒ **Liberté d'expression des personnels réduite** avec l'instauration d'un devoir de réserve pour museler les personnels, mise en place d'une nouvelle sanction disciplinaire de 3 jours de mise à pied avec suppression du traitement
- ⇒ **Transfert de 50 millions de crédits supplémentaires pour l'école privée** avec la scolarisation à 3 ans...
- ⇒ **Attaques contre le statut de la Fonction Publique** : précarité accrue avec appel massif à la contractualisation, plan de départs volontaires, affaiblissement du contrôle syndical lors des commissions paritaires remises en cause...
- ⇒ **Déréglementation permise au titre de l'expérimentation** dans la loi Dussopt
- ⇒ **Gel du point d'indice et dégradation du pouvoir d'achat**, journée de carence, augmentation envisagée de notre temps de travail, dégradation des conditions d'enseignements par des effectifs plus chargés et plus de classes par collègue....

La liste est longue et tout cela aura des conséquences pour les usagers en renforçant les inégalités sur le territoire.

La FSU dans l'unité aux côtés de toutes les organisations syndicales sera dans l'action le jeudi 9 mai pour défendre une fonction publique au service de toutes et tous porteuse de l'intérêt général. Dans l'éducation, nous serons à Paris le samedi 18 mai pour dénoncer les réformes du lycée et du bac, et contre les réformes Blanquer et Dussopt.

La profession est Rouge de colère, le mépris n'a que trop duré !